

Assemblée générale 2017 Rapport moral

Bonjour à tous,

On peut le dire, les élections présidentielle et législatives ont représenté l'essentiel de l'actualité politique cette année, éclipsant d'autres faits pourtant majeurs : la famine dans la Corne de l'Afrique qui touche 20 millions de personnes, les attentats qui se sont multipliés en Europe et dans le monde, l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et la sortie des États-Unis de l'accord de Paris sur le climat.

L'actualité électorale a aussi relégué au second plan la crise des migrants, véritable catastrophe humanitaire qui nous a dépassés, il y a deux ans, et qui représente aujourd'hui encore un des plus grands défis politiques de l'Union européenne.

L'année a été ponctuée aussi de quelques bonnes nouvelles. Sachons les retenir aussi ! Proxima B, une nouvelle planète « habitable », a été découverte l'été dernier ; le périple de Thomas Pesquet dans l'espace aura sensibilisé un nombre astronomique de curieux à la fragilité de la Terre ; l'Afrique du Sud a testé à grande échelle un vaccin expérimental contre le SIDA...

Mais ce n'est pas sans raison que tous les regards ont été braqués sur les élections. Car notre système politique a franchi une étape dans la crise.

L'élimination, au premier tour de la présidentielle, des deux grands partis qui se succédaient au pouvoir depuis des décennies, suivie aux législatives par le score modeste des Républicains et faible des socialistes.

Le moindre score du Front national aux législatives ne peut faire oublier que Marine Le Pen s'est qualifiée pour le second tour de la présidentielle et que huit députés du Front national siègeront à l'Assemblée.

Cette crise du système politique se lit aussi dans la forte personnalisation des débats, autour du nouveau président de la République, Emmanuel Macron, mais aussi de Jean-Luc Mélenchon, au-delà de Marine Le Pen.

Enfin, et c'est un point majeur pour la Ligue, il faut souligner le niveau record d'abstention atteint dimanche dernier. Manifestement, hormis l'élection présidentielle qui résiste encore, nos concitoyens n'accordent plus tant d'importance aux élections de leurs représentants. Ils agissent comme si les élus ne pouvaient pas grand-chose à leurs problèmes réels. Et les affaires et autres scandales autour de la classe politique accentuent évidemment ce qui ressemble de plus en plus à un divorce.

Cette situation est redoutable pour une organisation comme la Ligue dont l'ambition historique est de « faire des électeurs ».

Il est vrai qu'il y a un décalage entre les problèmes vécus et les institutions censées leur apporter des réponses. C'est pour résoudre des problèmes de logement, d'emploi ou d'éducation qui nous touchent particulièrement que nous votons pour un maire – mais c'est en réalité l'intercommunalité, sur laquelle nous n'avons pas prise, qui est compétente pour agir. Nous votons pour un président de la République et un gouvernement pour conduire une politique économique, sociale et environnementale mais les solutions aux problèmes relèvent davantage de l'Europe ou du monde.

Il y a aussi un certain décalage entre les problèmes réels et les représentations qu'on en a. La société est plus complexe qu'auparavant et elle est plus difficile à saisir.

Mais il est vrai aussi que le débat public survalorise les scénarios violents. Aujourd'hui, le scénario d'une guerre des deux France, entre les gagnants de la mondialisation qui voteraient Macron et les perdants qui voteraient Le Pen, emporte tout. Et il faudrait, en plus, choisir son camp.

Qu'en est-il vraiment ?

Tout d'abord, il faut rappeler que les facteurs socio-économiques ne suffisent pas à expliquer le vote pour le FN.

Certes, l'extrême droite obtient ses meilleurs résultats dans les régions où les problèmes socio-économiques sont les plus graves. La carte de la « France de l'exclusion » qui représente la synthèse de cinq indicateurs : le taux de chômage, la proportion de jeunes sans diplôme, la proportion de personnes sous le seuil de pauvreté, la fréquence des ménages monoparentaux et le niveau d'inégalité locale, ressemble à grands traits à la carte du vote pour le FN.

Mais il y a une limite à ce rapprochement, et une limite sérieuse.

C'est dans les villes, et en particulier dans les grandes villes, que ces cinq problèmes sont les plus aigus. C'est dans les villes que la pauvreté est la plus accusée, les familles monoparentales plus fréquentes, les inégalités plus fortes, etc.

Or c'est aussi dans les grandes villes que le vote frontiste est le plus faible.

Certes, les professions supérieures, qui votent davantage, se concentrent aussi dans les villes et le niveau général de diplôme y est plus élevé, mais cela ne suffit pas à rendre compte des écarts constatés. Ce qui fait la différence, ce n'est pas la catégorie socio-professionnelle ou le degré de pauvreté : c'est le lieu où l'on habite.

Les villes, particulièrement les plus puissantes, sont devenues des points de contact et d'échange avec le monde. Leurs habitants veulent donc préserver l'ouverture de la France au monde et particulièrement à l'Europe.

Loin de moi l'idée de dénoncer automatiquement l'envie de fermeture, de la renvoyer à une illégitimité de principe. Après tout, elle porte des questions qui peuvent avoir du sens, elle traduit des inquiétudes qui ne sont pas imaginaires. Mais elle ouvre aussi sur des impasses et de fausses solutions.

Les réticences face à l'Europe traduisent-elles une conscience des limites de l'Europe telle qu'elle est ? Ouvrent-elles sur de véritables projets alternatifs ? Les travaux existants sur le sujet, nombreux, montrent malheureusement que ces réticences ressemblent bien plus à un repli sur soi identitaire. Elles ne débouchent pas sur des solutions mais traduisent simplement un pessimisme, qui transcende les classes sociales et s'exprime de façon très marquée sur certains territoires.

Une organisation laïque, qui promeut, dans la déclaration de son 150^e congrès anniversaire, « des « sociétés ouvertes et généreuses », ne peut que s'inquiéter d'une telle représentation du monde, fermée à l'altérité.

Cette situation est d'autant plus préoccupante qu'elle correspond à la carte du vote extrême dans d'autres pays. L'exemple de l'élection présidentielle en Autriche, dans laquelle le candidat écologiste a battu, de très peu, le candidat d'extrême droite, montre une polarisation entre les grandes villes qui ont voté pour le vainqueur, et le périurbain et les campagnes qui ont voté pour son adversaire xénophobe. Cette carte est aussi celles des élections américaines depuis une quinzaine d'années, celle des votations suisses quels que soient les sujets : l'interdiction de construire des minarets, de la circulation des Européens en Suisse, du contrat entre homosexuels...

Il faudrait bien sûr distinguer les territoires dont les habitants ont choisi de fuir le contact avec les plus pauvres qu'eux – le périurbain – et des territoires ruraux saisis par le doute et naturellement écartés des flux et des contacts qui font la richesse des métropoles.

Il faudrait enfin refuser tout déterminisme et considérer avec attention tout ce qui dément ces dynamiques sociales. Pensons en particulier aux villages qui se mobilisent pour accueillir des réfugiés.

Il n'empêche. Cette situation est préoccupante. Elle l'est d'autant plus que des travaux de prospective, qui seront d'ailleurs mobilisés dans notre propre démarche, montrent que l'avenir n'est décidément pas plus aux centres villes musées captés par une élite mondialisée qu'aux villages bucoliques cultivant une tradition d'hospitalité. Les périphéries d'aujourd'hui ont vocation à concentrer demain le plus grand nombre d'habitants.

Reste à savoir si cela s'accompagnera d'un mouvement de revalorisation de l'habitat et du bien-être ; si nous saurons reconnecter ces territoires à ceux, plus centraux et plus dynamiques, dont les habitants ont confiance en leur propre avenir et acceptent plus volontiers l'altérité.

C'est là, me semble-t-il la première responsabilité que notre organisation pourrait choisir de se donner après les deux chocs que représentent l'accession du Front national au deuxième tour de l'élection présidentielle en 2002 et 2017. N'oublions pas !

Revitaliser ces territoires où l'envie de fermeture l'emporte sur l'envie d'ouverture, ces banlieues résidentielles, même aisées, où l'absence d'espaces publics enferme chacun sur son quant à soi, livré à ses tourments et ses écrans : quel meilleur antidote au pessimisme que les pratiques collectives sportives, artistiques, culturelles et de solidarité ? Quelle meilleure façon de vérifier que son voisin n'est pas un étranger à redouter mais une part de la solution que la pratique associative ? Agir au niveau le plus local donc, dans ces territoires qui peinent à faire société.

Mais comme souvent, l'action locale n'y suffira pas. Si l'on retirait de son calcul les dix principales villes, le PIB de la France serait inférieur à la moyenne de l'Union Européenne. Les richesses de ce pays sont donc largement produites par les grandes métropoles et un système de redistribution opère bel et bien pour le reste du pays. L'enjeu est de le renforcer car il n'est assurément pas suffisant aujourd'hui. Convaincre Strasbourg d'arrêter de tourner le dos à sa campagne, convaincre Toulouse d'arrêter d'aspirer toute la population alentour, conforter Nantes quand elle veut construire un axe atlantique.

Dans la conception des politiques publiques, il devient indispensable de prendre en compte systématiquement le centre, la banlieue et le périurbain, qui sont des espaces de solidarités pratiques, là où se règlent les problèmes de logement, d'emploi, de transport, d'éducation, de culture... C'est à ces échelles, qui font cohérence en pratique, que se joue aussi la cohérence politique. Les intercommunalités y trouvent évidemment tout leur sens, et leurs limites. C'est vrai pour Paris comme pour Marmande.

Il nous faut, surtout, repenser les espaces et les territoires, non plus comme des lieux bornés par des frontières physiques, mais comme des réseaux. Ce sont les gens qui façonnent les territoires et, même si ces liens sont faibles, les gens sont désormais tous connectés entre eux.

Ce grand retour des enjeux territoriaux nous amène directement aux questions d'organisation dans lesquelles nous nous sommes engagées depuis quelques années. En s'inscrivant pleinement dans des politiques territoriales, la Ligue peut jouer un rôle de réducteur des injustices entre centres et périphéries. Elle peut ainsi intervenir sur les représentations du lieu de résidence, qui influent tant sur l'estime de soi, sur la représentation de son propre avenir, et *in fine* sur sa relation aux autres.

Dans son rapport moral à Chambéry, en 2015, Jean-Marc Roirant s'exprimait ainsi :

« La représentation de notre réseau comme une addition de fédérations départementales cloisonnées a vécu. Nous devons apprendre collectivement à penser notre réseau comme un bien commun dont nous sommes tous garants quels que soient les périmètres de pouvoir et les frontières géographiques ».

Cela a-t-il encore un sens, en effet, de défendre des frontières administratives qui, sur les territoires, paraissent de plus en plus fictives en termes de réponse aux besoins et de capacité citoyenne à y répondre ?

Il nous faut « *faire coïncider l'espace des problèmes et des solutions* », selon la belle formule de Jacques Lévy, qui nous a sensibilisés à ces sujets en janvier dernier, lors de nos Journées d'études des responsables fédéraux.

Il nous faut créer des espaces publics nouveaux : faire en sorte que les citoyens puissent discuter des problèmes à l'échelle et dans le cadre où ces problèmes se posent, prendre en compte plusieurs échelles et plusieurs échelons administratifs, identifier des bassins d'actions, y organiser des réseaux d'acteurs, associatifs et individuels.

A la Ligue, c'est la fédération départementale qui est la mieux capable de conduire ce travail, en se rapprochant de l'échelle de l'action citoyenne. C'est pour cette raison qu'elle doit rester l'échelon majeur de la Ligue et son échelon politique.

Mais ce parti-pris, renouvelé, ne doit en aucun cas servir d'alibi pour maintenir un sous-dimensionnement de l'échelon régional.

L'Union régionale doit être un espace de coordination, mais plus encore, un espace de mutualisation de nombre de nos fonctions et activités. En commençant par nos fonctions supports. Est-ce encore pertinent de maintenir un service comptabilité ou paie dans toutes les fédérations départementales ? Que ce soit en termes de coût comme de qualité de services, la question doit être systématiquement posée et l'hypothèse d'unités de gestion partagées examinée sérieusement.

Cette préoccupation est d'autant plus importante que, par ailleurs, nous manquons cruellement de certaines compétences devenues nécessaires dans un environnement en profonde mutation.

C'est par exemple le cas de la communication. Cette fonction est désormais prioritaire dans une époque où la reconnaissance est fortement dépendante de notre capacité à être lisible, à offrir une image claire et attractive. Vous avez d'ailleurs fait ressortir cet enjeu lors de la réunion consacrée à un bilan d'étape de la régionalisation qui a réuni les dirigeants de nos unions régionales et l'encadrement confédéral, au CISP les 11 et 12 mai derniers. C'est donc avec plaisir que je vous informe de la création, à la rentrée prochaine, d'une Direction de la communication, inscrite dans la démarche engagée avec la Direction des programmes confédéraux, c'est-à-dire conçue comme une fonction support, accessible progressivement au réseau, qui sera d'emblée associée à son pilotage. Nous commençons, dès la semaine prochaine, par le dynamique groupe de travail national *Spectacles en recommandé* avec qui nous ambitionnons de construire un plan de communication impliquant l'ensemble des fédérations concernées.

La réflexion sur la répartition des compétences et des moyens ne doit toutefois pas se limiter aux fonctions supports disponibles ou à venir. La mutualisation dans le champ des activités éducatives, culturelles, sportives, etc. devient tout autant primordiale. Avons-nous encore les ressources nécessaires pour produire, dans chaque département, une ingénierie spécifique pour la mise en marché de nos séjours de vacances et de loisirs ? Répondre aux marchés publics pour l'accueil de mineurs ou la formation professionnelle ? Est-il toujours justifié de disposer d'une direction générale dans chaque département ?

La réalité des dynamiques territoriales nous invite à prendre en compte aussi, dans notre organisation comme dans le pays, l'émergence progressive des métropoles, dont l'impact en terme de cohésion sociale et territoriale, on l'a vu, déborde largement leurs frontières. Nous passerions à côté si nous ne raisonnions qu'à l'échelle de la grande région. De même, vous le savez, l'Union régionale ne s'avère pas toujours l'échelle la plus pertinente pour la mutualisation dans les régions à douze ou treize départements. Les mutualisations interdépartementales peuvent alors être privilégiées.

S'il y a une chose à retenir de l'année qui vient de s'écouler, c'est qu'il y a désormais une réelle prise de conscience de ces enjeux dans toute la confédération. Nous n'en sommes pas tout à fait à la « transformation d'une contrainte en une opportunité », mais nous sommes pleinement engagés dans la redéfinition des compétences de chacun des échelons d'intervention de la Ligue, même si le niveau local et intercommunal reste le parent pauvre. Mais on va s'y coller, n'est-ce pas ?

Le resserrement des financements publics nationaux et territoriaux, les nouveaux équilibres politiques, le contexte économique morose, tout particulièrement d'ailleurs dans le champ du tourisme et du tourisme social, mais aussi, parfois, les erreurs stratégiques dans la gestion de nos entreprises associatives sont autant de vecteurs d'affaiblissement que nous devons conjurer. Nous savons que nous avons une obligation de résultat.

L'accompagnement confédéral des dynamiques territoriales, politique et opérationnel, le soutien à la régionalisation, la création d'une mission sur les métropoles a largement dépassé l'exercice administratif et statutaire, ou même l'état des lieux de l'existant, pour tendre vers l'élaboration collective d'un projet d'avenir.

L'échelon confédéral est, comme les autres échelons, directement concerné par cette philosophie de la mutualisation volontaire et du développement dans l'interdépendance.

Vous l'avez également pointé lors du bilan d'étape sur la régionalisation, le centre confédéral joue pleinement son rôle lorsqu'il dote la confédération d'outils partagés directement exploitables par les acteurs des fédérations et des unions régionales. Ainsi, le dernier investissement lourd de l'Infrep dans une nouvelle plateforme de formation à distance, qui s'impose de plus en plus comme une condition de recevabilité des marchés publics, va-t-il profiter à l'ensemble des organismes de formation de la Ligue.

Le Conseil d'administration a également décidé de lancer une expérimentation qui illustre bien, de mon point de vue, cette volonté de se développer par la coopération et la responsabilité partagée. Il s'agit de la création d'un « bureau d'études » confédéral, financé par les marchés gagnés et un principe d'économie d'échelle, qui permette de développer la capacité du réseau de la Ligue à répondre aux appels d'offre locaux en matière d'accueil de loisirs sans hébergement, dans une logique ascendante et non standardisée.

Concrètement, cela signifie de se donner ensemble les moyens d'adapter l'accompagnement confédéral à la situation des fédérations : faire « passer un cap » pour répondre à des appels d'offre plus ambitieux dans le cas de fédérations expérimentées ; tandis que, dans le cas d'une fédération qui disposerait d'un savoir-faire moindre ou qui hésiterait à se lancer seule, le centre confédéral pourrait prendre en charge la réponse puis la gestion d'un marché public au sein d'un groupement solidaire. Dès le départ, l'autonomisation progressive de la fédération, pour qu'elle retrouve une pleine capacité à répondre sans le confédéral, doit être poursuivie et la participation des unions régionales comme d'associations locales envisagée.

Cette expérimentation sera encadrée par un groupe de travail ad hoc qui sera amené à l'évaluer et à se prononcer sur les conditions de sa généralisation éventuelle en 2018/2019.

Mieux se connaître est une condition nécessaire pour interagir en confiance. C'est aussi favoriser l'anticipation et l'évaluation. C'est dans cet esprit que nous entendons renforcer notre capacité à collecter et traiter des données utiles au réseau, conformément aux règles communes dont nous nous sommes dotés.

Vous n'ignorez pas que le centre confédéral fait actuellement l'objet d'un contrôle de la Cour des comptes. Sans préjuger des résultats de ce contrôle, qui nous amènera peut-être à programmer une Assemblée générale extraordinaire à l'automne, il est de ma responsabilité de vous sensibiliser au respect des articles 12 et 13 du règlement intérieur que nous avons adopté à Toulouse le 27 juin 2010. Par ces dispositions, les fédérations départementales ont –volontairement – pris l'engagement d'adresser au centre confédéral un nombre substantiel d'informations relatives à la gestion de leurs ressources humaines et financières. En réciprocité, il nous est rappelé que le centre confédéral a l'obligation de tout mettre en œuvre pour collecter ces informations.

Nous travaillons actuellement à une évolution du logiciel Innovance pour faciliter cette collecte et être en mesure, en particulier, de produire la justification de notre convention pluriannuelle d'objectifs avec le ministère de l'Éducation nationale, suivant des indicateurs plus contraignants. Cet outillage doit nous

permettre de faciliter aussi un pilotage partagé de notre intervention scolaire et éducative par la mise à disposition des données pertinentes au réseau.

Tous nos logiciels de gestion ont vocation à créer une telle dynamique dans la confédération : installer des processus d'amélioration continue des pratiques qui permettent aussi un pilotage partagé et l'évaluation, dont le confédéral est responsable in fine quand il s'agit de partager un agrément national ou de redistribuer des moyens publics. Rendre compte de notre implantation dans les écoles, les collèges et les lycées, dans les centres, les banlieues et le péri-urbain, les zones de revitalisation rurale et les zones urbaines sensibles, pour filer mon exemple sur les territoires. Comment savoir qu'on progresse si on n'a pas d'outils pour le repérer ?

A l'opposé d'une logique de standardisation mais en recherchant une capacité à couvrir l'ensemble du territoire, l'accompagnement confédéral a également vocation à davantage partir des bonnes pratiques du réseau, à favoriser leur transfert et leur essaimage, à initier une politique de recherche qui vise à comprendre pourquoi ça marche, ce qui se passe et le documenter pour que l'expérience serve d'autres acteurs du réseau.

Une politique de partenariat partagée à l'échelle de la confédération doit permettre aussi de favoriser l'impact de tout le réseau. Je pense à la Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) ou aux associations d'élus de collectivités territoriales dans leur diversité, ou encore à la Caisse des dépôts et consignations qui a des antennes en régions.

Je pense aussi à nos relations avec la Maif qui est sans, aucun doute, l'un des partenariats les plus structurants pour le réseau aujourd'hui. C'est, en effet, à travers lui que nous pouvons proposer une offre d'assurance intégrée à notre système d'affiliation. C'est donc avec plaisir et un certain soulagement que je vous informe que les nuages qui planaient sur nos relations se dissipent.

Bien-sûr, les efforts fournis par chacun pour réduire la sinistralité d'ensemble et la mobilisation collective pour remettre l'assurance au cœur de l'affiliation ont été décisifs et restent de la plus grande actualité.

Enfin, la première version d'une école des cadres sera créée, dès la rentrée, en partenariat avec le Conservatoire national des arts et métiers (Cnam) pour renforcer la qualification de nos acteurs et favoriser des parcours au sein de la confédération.

Ce sont là, vous l'avez compris, quelques premières pistes de travail, évoquées au sein du Conseil d'administration, que nous vous invitons à enrichir lors de l'atelier de cet après-midi, dédié à l'élaboration du programme d'appui confédéral.

La méthode et le calendrier d'élaboration du projet stratégique national relèvent du même parti pris. Nous concevons le projet stratégique national à venir, en juin 2018, non pas comme un projet à décliner ensuite aux échelons infranationaux mais comme la résultante des projets stratégiques des fédérations et des unions régionales, mais aussi des entités sectorielles. Les valeurs, la vision transformatrice est nationale et chaque composante de notre organisation jouit d'une réelle autonomie stratégique.

Mais à quoi servirait de maintenir et développer un appareil s'il n'était pas entièrement tourné vers la manifestation la plus actuelle de sa mission originelle, rappelée par le préambule de nos statuts, « *provoquer par tous les moyens possibles l'initiative individuelle au profit de l'instruction populaire* » ?

Or, de ce point de vue, la campagne présidentielle et législative et les premières semaines du nouveau gouvernement – je reviens à l'actualité politique – ont été riches d'enseignements.

Comme l'a bien montré le dernier rapport de France stratégie sur les finalités de l'École, comme bien d'autres avant lui, le système scolaire actuel est, en réalité, entièrement fondé, même si ce n'est pas explicite, sur la sélection en vue de distribuer les positions sociales dans la société, en particulier les places d'élite. Je cite le rapport que je vous recommande vivement,

« le système scolaire pourrait être comparé à une fédération sportive qui organise une compétition en cherchant avant tout que les terrains et les règles du jeu soient les mêmes pour tous, de sorte que l'issue de la compétition soit incontestable »,

en niant les déterminismes sociaux qui pèsent sur la réussite scolaire, en faisant comme si tout le monde entraînait sur le terrain avec les mêmes atouts.

Les gouvernements ont leur part de responsabilité et il nous faut saluer la volonté politique constante des ministres de l'Éducation nationale de François Hollande de refonder le système en profondeur. Cette volonté est moins manifeste dans les premiers propos, qui se veulent pourtant rassurants, du ministre Jean-Michel Blanquer.

Mais le système éducatif est surtout le résultat de stratégies scolaires des familles – les nôtres donc – et de l'attitude trop souvent passive des enseignants – nos principaux militants d'hier que l'on veut reconquérir aujourd'hui. Au-delà de l'action d'influence à laquelle nous entendons bien-sûr nous livrer, c'est un donc travail sur les mentalités qu'il s'agit, avant tout de conduire.

Oui, nous sommes tous concernés et il ne s'agit pas de désigner des coupables, mais la Ligue de l'enseignement doit résolument adopter le point de vue des familles populaires qui, elles n'ont pas le choix.

On ne peut pas se contenter de venir en aide aux élèves en difficulté, implicitement considérés comme en dehors de la compétition. Il nous faut rompre avec ces stratégies scolaires qui consistent à choisir des enseignements – je pense au débat malheureux sur les classes bi-langues, ou son établissement – privé ou public – pour garantir un avantage comparatif à ses enfants dans cette impitoyable course aux places.

Il est crucial de rappeler que l'École a d'autres finalités, comme la transmission d'une culture commune, la préparation au monde professionnel ou plus simplement l'accomplissement de la personne.

En ce sens, l'appel à l'initiative individuelle pour de l'instruction populaire de nos lointains prédécesseurs est d'une incroyable actualité.

Cette histoire et ces combats, nous n'en sommes pas les seuls dépositaires. Nous avons l'ambition de les porter avec d'autres organisations amies. À l'autre bout de la ville de Grenoble, se tient le congrès des DDEN qui doit élire un nouveau président. Il m'importe de vous informer que l'un des candidats en lice a proféré, à plusieurs reprises, des propos diffamatoires sur la Ligue et que l'organisation nationale, membre comme nous, du CNAL, n'a pas jugé bon de le démentir. Sans doute serons-nous amenés à en tirer des conséquences.

Bien sûr, il s'agit moins d'instruction, aujourd'hui, que d'éducation et de formation tout au long de la vie.

Je reviens, si vous me le permettez, à Thomas Pesquet qui, de retour sur terre, explique, je cite :

« Je ne serais pas arrivé là si je n'avais pas eu les parents que j'ai eus. Je leur dois beaucoup. (...) Mon frère Baptiste et moi, nous avons un programme : réussir à l'école. Pas à marche forcée, mais on savait que si les notes baissaient, ça allait se compliquer... Et cela ne s'arrêtait pas là.

Nos parents se sont aussi pliés en quatre pour nous permettre de faire de la musique, du sport, énormément d'activités qui m'ont servi ensuite.

Le travail d'équipe, le leadership, cela s'apprend à partir de 17 heures, au sport. J'avais une activité différente chaque soir de la semaine (foot, basket, natation, beaucoup de judo, des cours de saxophone et l'orchestre de musique symphonique), les matchs de foot et les compétitions de judo le week-end.

Sur le moment, je ne m'en suis pas rendu compte, mais mes parents m'ont placé sur une bonne rampe de lancement ».

Il y a, dans ces propos, une leçon qui gagnerait à être portée dans tous les foyers et dans les établissements scolaires eux-mêmes : l'éducation, celle qui permet à un petit garçon de devenir astronaute, se joue dans et hors de l'École. Comme le dit Thomas Pesquet, *« le travail d'équipe, le leadership, cela s'apprend à partir de 17 heures, au sport. »*

Dans une société où ce qui compte est moins de savoir que d'être capable de transformer son savoir en compétences, il est plus que jamais indispensable de développer d'autres cadres d'apprentissage – où l'alpha et l'oméga n'est pas la note – mais aussi de mieux faire le lien entre ce qu'on apprend à l'école et ce qu'on apprend, hors de l'école, dans nos associations, nos activités artistiques et culturelles, sportives, de loisirs : des savoir-faire, des savoir être, un « savoir devenir » disent certains, mais plus encore peut-être le goût des autres. On n'apprend jamais seul. On a tendance à l'oublier dans le système éducatif français.

Nous devons redoubler de volontarisme en la matière car notre capacité à demeurer un acteur éducatif de tout premier plan, à nous rendre indispensables au système éducatif, de la maternelle au lycée, est à la fois notre raison d'être et une nécessité économique.

Notre convention pluriannuelle d'objectifs avec le ministère de l'Éducation nationale a été signée en mars dernier, pour trois ans. A ce stade, les informations dont nous disposons ne sont pas inquiétantes. Toutefois, chacun sait que nous vivons une crise des finances publiques et le risque de gels budgétaires puis d'annulation de crédits n'est évidemment pas nul.

L'atelier sur le plaidoyer, auquel nous vous invitons cet après-midi, doit permettre aussi de doter notre organisation d'un plan d'action pour convaincre les collectivités locales de maintenir leur effort en faveur du périscolaire et des loisirs éducatifs après les dernières décisions du ministre Blanquer confirmant le projet présidentiel.

On ne le dira jamais assez : notre pays ne peut pas décider de renoncer ainsi à ces apprentissages, complémentaires de l'École, dont ont profité, cette année, jusqu'aux trois-quarts des enfants des écoles élémentaires. La France ne peut pas, dans le même temps, être le seul pays de l'OCDE à prendre si mal en compte le point de vue des enfants, en repassant à une semaine de quatre jours.

Notre mobilisation individuelle et collective aux côtés de l'École de la République et en faveur de la démocratisation de la formation tout au long de la vie, est d'autant plus cruciale que l'alternative existe. C'est le marché de l'angoisse scolaire. Il devient insupportable qu'en pleine crise économique, les officines lucratives d'aides aux devoirs soient aussi florissantes. Il devient insupportable de voir la compétition que se livrent entre eux les établissements d'enseignement supérieur, public et privé, pour attirer le client qu'est devenu l'étudiant. La marchandisation de l'éducation nous indigne parce qu'elle prépare les nouvelles générations à un monde où l'argent serait la réponse à tout. Pour nous, l'éducation ne sera jamais une marchandise parce qu'on ne fait pas une République avec des individus réduits à des consommateurs.

C'est peu dire que si nous voulons livrer ce combat, il nous faudra, comme nous y invite notre déclaration du Congrès de Strasbourg, « *de la volonté et du courage* ». Cher Jean-Michel, en quatorze années de présidence, tu auras très régulièrement cité Antonio Gramsci. Pour moi, je le dis avec une certaine émotion, tu nous as tout simplement montré la voie. Dans un monde incertain, où le pire et le meilleur cohabitent, il nous faut « *allier le pessimisme de l'intelligence et l'optimisme de la volonté* ». Cet appel raisonnera longtemps dans nos têtes et dans nos cœurs et nul doute que nous saurons, ce faisant, construire un avenir par l'éducation populaire. Merci à toi, Jean-Michel, merci à vous pour votre attention.

**Nadia Bellaoui, secrétaire générale
de la Ligue de l'enseignement**